

## Avis adopté

Séance plénière du 15 octobre 2025

# Complexité des *aides de l'Union européenne* et visibilité de son action

## Déclaration du groupe Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Avez-vous déjà regardé le marché de l'emploi pour les étudiants et étudiantes qui se dirigent vers le monde associatif ou, plus largement, les structures de l'économie sociale et solidaire ?

Un poste en particulier se multiplie, qui n'apparaît pas comme étant forcément des plus sexy mais néanmoins tout à fait stratégique, celui de la recherche de financement ou des relations avec les bailleurs ; consistant globalement à remplir des dossiers de demande de financement ou de suivi de l'utilisation des fonds et à décrire les projets de terrain avec les éléments de langage des priorités actuelles des grands bailleurs, au premier rang duquel l'Union Européenne.

Face à ces situations parfois kafkaïennes pour les associations - devoir consacrer un temps-plein à la recherche de financement pour être en mesure d'embaucher des salariés - il était urgent que notre assemblée de la société civile organisée adresse le sujet.

Comme un cercle vicieux qui s'auto-entretient, la complexité des aides européennes relève de véritables enjeux démocratiques. Cet avis l'a montré, l'équilibre est délicat entre l'efficacité de l'argent public et le contrôle de son bon usage. L'enjeu étant alors d'en faciliter la répartition sans risquer, à force de simplification, de mal le répartir.

Retrouver du liant entre les financements de l'Union Européenne et les citoyens et citoyennes, c'est aussi recréer du lien entre ce qui est trop souvent perçu comme un mastodonte bureaucratique et contraignant et celles et ceux dont les réalités quotidiennes sont directement impactées par X directive européenne ou Y projet urbain ou associatif financé par l'Europe.

Il nous semble alors important de souligner la portée tant philosophique que démocratique de cet avis « améliorer la lisibilité et l'accessibilité à ces fonds pourra contribuer à faire connaître aux citoyens l'importance de l'Union européenne et à renforcer leur adhésion au projet européen. »

Au CESE nous le savons et nous le défendons, la conception du macro doit se faire en concertation avec le micro. Cet avis le rappelle dès les deux premières préconisations : seule l'association de toutes les parties prenantes, et en particulier des organisations de la société civile, à la définition des besoins et des cadres de référence peut garantir un usage de l'argent public plus efficace et plus égalitaire. Car il ne faut jamais oublier que la question financière et économique est toujours profondément politique et démocratique.

**Le groupe a voté cet avis** et remercie les rapporteuses pour leur travail.